

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

---

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS DE SDAGE ET DE PGRI  
POUR LA PERIODE 2028-2033 DANS LES DISTRICTS DU RHIN ET DE LA MEUSE

---

*Le présent CCTP contient 28 pages, 8 articles et 1 annexe*

# SOMMAIRE

1	Article 1 : Présentation du commanditaire .....	4
1.1	Agence de l'eau Rhin-Meuse .....	4
1.2	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement GRAND EST .....	5
2	Article 2 – Cadre des prestations.....	5
2.1	Le SDAGE .....	6
2.1.1	Contexte réglementaire et gouvernance : .....	6
2.1.2	Contenu des SDAGE .....	6
2.2	Le PGRI.....	7
2.2.1	Contexte réglementaire, gouvernance et articulation .....	7
2.3	Evaluation environnementale.....	9
3	Article 3 - Objet du marché .....	10
4	Article 4 - Contenu de l'étude .....	11
4.1	Plan de l'étude .....	11
4.1.1	Chapitre 1 - Présentation générale .....	12
4.1.2	Chapitre 2 - État initial de l'environnement.....	13
4.1.3	Chapitre 3 – Solutions de substitution.....	15
4.1.4	Chapitre 4 – Justification du projet.....	15
4.1.5	Chapitre 5 - Analyse des effets et évaluation des incidences Natura 2000 ...	16
4.1.5.1	Analyse des effets notables : .....	16
4.1.5.2	Évaluation des incidences Natura 2000 : .....	17
4.1.6	Chapitre 6 - Mesures correctrices .....	18
4.1.7	Chapitre 7 – Critères, indicateurs, suivi et modalités retenus .....	19
4.1.8	Chapitre 8 - Méthodologie.....	20
4.1.9	Chapitre 9 - Résumé non technique .....	20
4.2	Références, études et données disponibles dans le bassin Rhin-Meuse .....	20
4.2.1	Données concernant les SDAGE des districts Rhin et Meuse .....	20
4.2.2	Données concernant le PGRI des districts Rhin et Meuse : .....	21
4.2.3	Références juridiques .....	21
4.2.3.1	SDAGE.....	21
4.2.3.2	PGRI .....	21
4.2.3.3	Évaluation environnementale.....	21
4.2.3.4	Changement climatique .....	22
5	Article 5 – Gouvernance .....	22
6	Article 6 – Livrables .....	23
7	Article 7 – Calendrier de travail.....	24

## LEXIQUE

Ae : Autorité environnementale

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

IGEDD : Inspection générale de l'environnement et du développement durable

CLE : Commission locale de l'eau

CMI : Commission mixte inondation

CNE : Comité national de l'eau

COPRNM : Comité d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs

DCE : Directive cadre sur l'eau

DI : Directive inondation

EPRI : Evaluation préliminaire des risques d'inondation

LEMA : Loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi ELAN : Loi évolution du logement et aménagement numérique

MCT : Ministère de cohésion des territoires

PDM : Programme de mesures

PDRR : Plan de développement rural régional

PGRI : Plan de gestion des risques d'inondation

PLU : Plan local d'urbanisme

PRS : Plan régional santé

SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SCOT : Schéma de cohérence territoriale

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SDPC : Schéma directeur de prévention des crues

SGARE : Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes

SLGRI : Stratégie locale de gestion du risque d'inondation

SNGRI : Stratégie nationale de gestion du risque d'inondation

SOCLE : Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau

SRADDET : Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires

STB : Secrétariat technique de bassin

TRI : Territoire à risques importants d'inondation

## Légende

- **Abc** : extrait d'une réglementation (décret, code de l'environnement, ...)
- **Abc** : extrait de l'avis de l'Autorité environnementale (Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD)

## 1 ARTICLE 1 : PRESENTATION DU COMMANDITAIRE

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est et l'agence de l'eau Rhin-Meuse ont décidé de former un groupement de commandes en vue de procéder à la passation du présent marché ayant pour objet l'élaboration des rapports environnementaux des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), des Programmes de mesures (PDM) des districts Rhin et Meuse et du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) de ces mêmes districts dans le cadre du cycle de gestion 2028-2033 de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de la directive « inondation » (DI).

L'agence de l'eau Rhin-Meuse est le coordonnateur de ce groupement et pouvoir adjudicateur du présent marché.

### 1.1 AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Établissement public de l'État, l'agence de l'eau Rhin-Meuse met en œuvre, sur les bassins hydrographiques du Rhin et de la Meuse, la politique de l'eau dont l'objectif est l'atteinte du bon état des milieux dans une perspective d'adaptation au changement climatique. Cette politique est définie par le comité de bassin et exprimée à travers les SDAGE. Elle présente la particularité sur le bassin Rhin-Meuse de s'inscrire dans une coopération internationale avec les pays riverains à ces fleuves dans le but notamment de protéger la mer du Nord.

#### Ses missions

Par la perception de redevances auprès de l'ensemble des usagers de l'eau situés sur sa circonscription géographique, l'agence de l'eau fait jouer la solidarité de bassin en participant, au travers de son programme d'intervention de 6 ans, au financement d'ouvrages et d'actions qui contribuent à :

- la réduction des pollutions ;
- la préservation des milieux aquatiques continentaux et marins ;
- la gestion économe et durable des ressources en eau ;
- la connaissance de l'état et de l'évolution des ressources.

#### Ses objectifs

Les objectifs de l'agence de l'eau visent à mobiliser, à partir de leviers incitatifs et financiers, les maîtres d'ouvrage et les porteurs de projet à s'engager dans une démarche de préservation et de reconquête de leur ressource en eau dans le respect des usages de l'eau.

#### Ses interlocuteurs

Le produit des redevances permet d'apporter des aides financières aux actions d'intérêt commun menées dans le domaine de l'eau par les collectivités locales, les industriels, les artisans, les agriculteurs, les associations (études, travaux, recherches, animation, assistance technique et autres actions entreprises) afin de lutter contre le gaspillage et la pollution, selon les délibérations en vigueur.

L'agence de l'eau apporte un appui aux acteurs locaux de la gestion de l'eau en développant des outils méthodologiques, en conseillant les maîtres d'ouvrages, en animant des réseaux et en mettant en œuvre des actions de sensibilisation.

Le déploiement de ses politiques d'intervention est réalisé en collaboration avec des partenaires institutionnels à différentes échelles d'actions : l'État et ses opérateurs, la Région Grand Est, les départements, les acteurs du Comité de bassin et du Conseil d'administration et les acteurs relais locaux.

## 1.2 DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT GRAND EST

La DREAL Grand Est s'inscrit dans l'organisation de l'administration de l'État en région.

Elle met en œuvre, sous l'autorité du préfet de région et des préfets de départements, les politiques publiques du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

### Ses missions

Ses missions sont axées sur :

- la transition énergétique pour la croissance verte ;
- le renforcement de la multimodalité, la fluidité et la sécurité des déplacements ;
- la construction d'une politique régionale de l'habitat adaptée aux besoins des habitants et du territoire ;
- la prévention des risques à fort impact humain et économique ;
- la préservation des ressources naturelles et la biodiversité, l'accompagnement de la transition écologique et l'évaluation environnementale ;
- la promotion d'un aménagement durable.

## 2 ARTICLE 2 – CADRE DES PRESTATIONS

La DCE prévoyait la réalisation de 3 cycles de gestion de 6 ans et l'objectif d'atteinte du bon état de l'ensemble des masses d'eau de surface et souterraine d'ici 2027. Or à ce jour, la Commission européenne n'a pas informé les différents États-membres quant aux éventuelles suites données à cette directive.

En l'absence de cadrage européen, la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du ministère chargé de l'écologie a demandé aux bassins français de préparer la réalisation d'un 4<sup>e</sup> cycle 2028-2033. Des projets de SDAGE 2028-2033 et de Programmes de mesures (PDM) associés vont être élaborés. Ce sont ces projets qui vont faire l'objet de l'évaluation environnementale.

La DCE fixe les objectifs de bon état des eaux si possible en 2015 et au plus tard en 2027 (pour le moment), et de manière permanente, les objectifs de réduction des émissions de substances, ainsi que la non-dégradation de l'état des eaux. Il s'agit maintenant d'obtenir le maximum de résultats correspondant à ces objectifs dans les 6 années à venir, en privilégiant les actions les plus efficaces, notamment dans les prochains programmes de mesures (PDM), multifonctionnelles et sans regret, dans un contexte de changement climatique.

Pour la mise en œuvre de la DI, le cycle 2028-2033 constitue le 3<sup>e</sup> cycle. Ce cycle doit permettre de renforcer et d'amplifier les actions engagées lors du 2<sup>e</sup> cycle pour réduire l'exposition des territoires aux conséquences négatives des inondations, sans en remettre en cause les fondements, tout en renforçant l'anticipation des effets du changement climatique et le traitement de sujets émergents.

Les districts hydrographiques ne tenant pas compte des frontières intérieures de l'Union européenne, le bassin Rhin-Meuse présente la particularité de couvrir la partie amont de deux districts hydrographiques internationaux distincts, le Rhin et la Meuse. Deux SDAGE et un PGRI commun aux 2 districts, correspondant à la partie du bassin appartenant au district Rhin et à celui de la Meuse, doivent donc être élaborés respectivement par le comité de bassin et le préfet coordonnateur de bassin Rhin-Meuse.

Les calendriers de la DCE joints en **annexe 1** présentent les étapes clés des différents processus aboutissant à l'élaboration des SDAGE et du PGRI et une description plus détaillée des principales étapes de leur mise à jour.

## 2.1 LE SDAGE

### 2.1.1 Contexte réglementaire et gouvernance :

Au titre de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (dite Directive cadre sur l'eau - DCE) les états membres de l'Union européenne doivent élaborer des plans de gestion relatifs au bon état des eaux. Les textes réglementaires concernant cette directives sont présentés dans les articles L212-1 à L212-2-3 et R212-1 à R212-25 du code de l'environnement.

L'État français est responsable de la mise en œuvre de cette directive devant la Commission européenne. Le préfet coordonnateur de bassin constitue l'autorité compétente dans le bassin Rhin-Meuse. Il exerce son autorité à la fois pour l'élaboration des documents de planification et leur mise en œuvre. Le comité de bassin a reçu délégation du préfet coordonnateur de bassin pour élaborer les états des lieux et les SDAGE, qui sont adoptés par le premier et approuvés par le second. En revanche l'élaboration des programmes de mesures (PDM) est assurée par le représentant de l'État, qui soumet son projet au comité de bassin pour avis puis les arrête.

### 2.1.2 Contenu des SDAGE

L'arrêté du 17 mars 2006 modifié fixe les éléments que doivent contenir les SDAGE :

- un résumé présentant l'objet et la portée du SDAGE ainsi que sa procédure d'élaboration ;
- les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- les objectifs pour chaque masse d'eau définis en application des dispositions de l'article L212-1 et de l'article R212-9 du code de l'environnement et les motivations éventuelles d'adaptations de ces objectifs ;
- les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs, pour prévenir la détérioration de l'état des eaux et pour décliner les orientations fondamentales ;
- un résumé présentant la démarche d'adaptation au changement climatique pour le bassin.

Les SDAGE peuvent être accompagnés d'autres documents destinés à fournir des informations complémentaires, mais n'ayant pas la même portée juridique :

- une présentation synthétique de la gestion de l'eau et émissions polluantes à l'échelle du district ;
- une présentation des dispositions prises en matière de tarification de l'eau et de récupération des coûts afin de contribuer à la réalisation des objectifs des SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse ;
- le résumé du programme de mesures (article L212-2-1 du code de l'environnement) par district ;
- le résumé du programme de surveillance (article L212-2-2 du code de l'environnement) par district ;
- le dispositif de suivi destiné à évaluer la mise en œuvre du SDAGE dans les districts du Rhin et de la Meuse ;

- un résumé des dispositions prises pour l'information et la consultation du public sur le SDAGE et le programme de mesures des districts du Rhin et de la Meuse ;
- un rapport environnemental par district ;
- une synthèse des méthodes et critères servant à évaluer l'état chimique et les tendances à la hausse des districts du Rhin et de la Meuse ;
- La stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE).
- un guide des bonnes pratiques pour la gestion des milieux aquatiques dans les districts du Rhin et de la Meuse.

Cette liste pourra être soumise à évolution en fonction des résultats des travaux en cours au niveau de la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du ministère chargé de l'écologie.

Le guide des bonnes pratiques pour la gestion des milieux aquatiques est un document spécifique des districts du Rhin et de Meuse élaboré par le Secrétariat technique de bassin (STB) depuis le 1<sup>er</sup> cycle de la DCE (2010-2015). Il précise pour certaines dispositions, les modalités d'application technique qui s'y rapportent. Il n'est pas certain que celui-ci soit maintenu pour le 4<sup>ème</sup> cycle (réflexions en cours).

## 2.2 LE PGRI

### 2.2.1 Contexte réglementaire, gouvernance et articulation

Au titre de la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation de la gestion des risques d'inondations (dite directive « Inondation » - DI), les états membres de l'Union européenne doivent élaborer des plans de gestion relatifs à la réduction de l'exposition des territoires au risque d'inondation. L'objectif de cette directive est de fournir un cadre aux états membres pour réduire les conséquences négatives des inondations sur la santé humaine, l'activité économique, l'environnement et le patrimoine naturel. La DI prend en compte les inondations de toutes origines et se concrétise par l'élaboration d'un PGRI articulé avec la mise en œuvre de la DCE. Les textes de référence concernant la DI sont disponibles dans les articles L566-1 à L566-13 et R566-1 à R566-18 du code de l'environnement.

La transposition en droit français de la DI confie la conduite de cette politique au préfet coordonnateur de bassin. Une stratégie nationale de gestion des risques inondation (SNGRI) indique les grands objectifs de réduction des conséquences négatives dues aux inondations en fixant des orientations de gestion et un cadre d'actions. Pour chaque bassin hydrographique des territoires à risques importants d'inondation (TRI) sont définis et des mesures et objectifs territorialisés leurs sont associés. Pour répondre à ces objectifs territorialisés, des stratégies locales de gestion des risques inondations (SLGRI) sont définies.

Au niveau national, la commission mixte inondation (CMI) appuie l'État dans le pilotage de la politique de gestion des risques inondation. Elle contribue à la coordination des politiques publiques par sa représentativité et ses liens avec le comité national de l'eau (CNE) et le comité d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs (COPRNM).

Au niveau du bassin, le préfet coordonnateur de bassin est l'autorité compétente. Les parties prenantes sont associées au niveau du bassin par le biais du comité de bassin Rhin-Meuse.

Au niveau local, les questions relatives aux TRI sont traitées par les parties prenantes des SLGRI.

En cohérence avec la SNGRI, les PGRI des districts Rhin et Meuse ont fixé cinq objectifs :

- favoriser la coopération entre les acteurs ;
- améliorer la connaissance et développer la culture du risque ;
- aménagement durablement du territoire ;



- prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

Au niveau de chaque bassin hydrographique, la DI se déroule en plusieurs étapes successives, selon un cycle de six ans à partir de 2011, début du premier cycle :

- évaluation préliminaire des risques (EPRI) conduisant au recensement d'évènements historiques marquants et à la production d'indicateurs caractérisant les enjeux à l'échelle du bassin ou des districts ;
- définition des TRI ;
- cartographie des surfaces inondables et des risques d'inondation sur les TRI ;
- établissement du PGRI, en déclinaison de la SNGRI, sur la base de l'EPRI et des cartographies des TRI ;
- élaboration de SLGRI.

La transposition de la DI en droit français décline quatre types de mesures associées au PGRI pour répondre aux objectifs :

- les orientations fondamentales et dispositions concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau des SDAGE ;
- les dispositions concernant la surveillance, la prévention et l'information sur les inondations, comprenant notamment le schéma directeur de prévention des crues (SDPC) ;
- les dispositions de réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation comprenant des mesures pour le développement d'un mode durable d'occupation et d'exploitation des sols, de maîtrise de l'urbanisme, et de cohérence territoriale, des mesures de réduction de la vulnérabilité des activités économiques et du bâti, et des mesures d'amélioration de la rétention de l'eau et l'inondation contrôlée ;
- les dispositions concernant l'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque.

Le PGRI contient :

- un diagnostic s'appuyant sur les conclusions de l'EPRI ;
- les objectifs appropriés pour la gestion du risque inondation dans les TRI, ainsi que les objectifs de gestion des risques inondation concernant le district, qui permettent d'atteindre les objectifs de la SNGRI ;
- la description de la mise en œuvre du plan.

La transposition de la DI articule le PGRI avec d'autres politiques d'aménagement du territoire.

- il a une portée directe sur les documents d'urbanisme, les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau. Les schémas de cohérence territoriale (SCoT), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales et plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs, orientations fondamentales et disposition en matière de gestion du risque d'inondation ;
- il doit être compatible avec les objectifs de qualité et quantités des eaux définis dans l SDAGE.



## 2.3 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement pose le principe que tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qui fixent le cadre de décisions ultérieures d'autorisation d'aménagements et d'ouvrages, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption.

Le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes fixe la liste des plans et schémas devant faire l'objet d'une évaluation environnementale (voir les articles R122-17 à R122-24 du code de l'environnement). Les SDAGE et les PGRI doivent faire l'objet d'une telle évaluation. L'évaluation environnementale doit contenir une évaluation des incidences NATURA 2000 conformément aux articles L.414-4 et R.414-19 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale *ex-ante* est un exercice imposé par la réglementation nationale, qui reprend ainsi une exigence européenne. Elle a pour objet de mener une analyse des incidences prévisibles sur l'environnement de la mise en œuvre de tous les plans et programmes d'envergure. Les SDAGE et le PGRI, documents de planification concernant l'environnement, en particulier la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques, doivent donc *a priori* être globalement bien orientés par rapport à l'environnement.

Cette démarche peut se révéler utile pour :

- mettre en évidence certaines vigilances, y compris rédactionnelles, à avoir lors de l'écriture des orientations/objectifs et des dispositions des SDAGE et PGRI ;
- apporter un éclairage particulier sur certains points pouvant faire débat entre tous les acteurs impliqués dans la rédaction des SDAGE et PGRI ;
- montrer certaines limites des documents.

Elle sert de base à la consultation de l'autorité environnementale et aux consultations du public, et des assemblées portant sur les projets de SDAGE et de PGRI 2028-2033

A l'échelle du bassin Rhin-Meuse, une articulation étroite est prévue entre la mise à jour des SDAGE et du PGRI 2028-2033, avec des calendriers identiques. En effet, le PGRI est mis à jour tous les six ans en coordination avec la mise à jour des SDAGE, et doit être compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux fixés par ceux-ci.

Ainsi, pour le 22 décembre 2027 au plus tard :

- les SDAGE 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse, ainsi que leurs PDM respectifs feront l'objet d'une mise à jour sur la base d'une part des documents actuellement en vigueur pour le cycle 2022-2027, et d'autre part des améliorations jugées nécessaires ;
- le PGRI des districts du Rhin et de la Meuse, doit faire l'objet d'une mise à jour sur la base d'une part des documents actuellement en vigueur pour le cycle 2022-2027, et d'autre part des améliorations jugées nécessaires.

Les différentes étapes de l'évaluation environnementale sont :

- l'élaboration de l'évaluation environnementale et la rédaction des rapports environnementaux des SDAGE et PGRI des districts du Rhin et de la Meuse. *Pour les SDAGE uniquement, la validation des rapports environnementaux par le comité de bassin ;*
- la consultation du public sur les SDAGE et le PGRI accompagnés des rapports environnementaux et de l'avis du préfet coordonnateur de bassin ;

- sitôt après les arrêtés du préfet coordonnateur de bassin d'adoption des SDAGE et d'approbation du PGRI, une information du public sur la décision prise et sur la manière dont il a été tenu compte des rapports environnementaux et des consultations. Ces informations sont regroupées dans les déclarations environnementales.

Les rapports environnementaux doivent être joints aux projets de SDAGE et de PGRI, accompagnés d'un avis du préfet coordonnateur de bassin, lors de la consultation du public qui se déroulera de novembre 2026 à mai 2027.

L'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) constitue l'autorité environnementale indépendante qui sera consultée pour donner un avis sur l'évaluation environnementale des documents de planification et de gestion des deux districts.

### 3 ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Les SDAGE et PGRI sont des documents distincts, et les évaluations environnementales font l'objet de rapports spécifiques à chaque document et pour chaque district. Le présent marché a pour objet la réalisation de l'évaluation environnementale et la rédaction, conformément à l'article L122-10 du code de l'environnement des documents suivants :

- les rapports environnementaux des SDAGE 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse regroupés au sein d'un seul et même document ;
- les rapports environnementaux du PGRI 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse regroupés au sein d'un seul et même document.

Ces rapports prennent en compte les PDM Rhin et Meuse. En effet, SDAGE et PDM sont indissociables. Le premier fixe les objectifs et la stratégie globale, et le second dimensionne les moyens permettant de les atteindre.

Chaque rapport a pour objet de rendre compte de la démarche d'évaluation environnementale des SDAGE et du PGRI.

Le présent marché inclut également la préparation, par le titulaire, d'une présentation des rapports environnementaux, basée sur un exemple fourni par l'agence de l'eau lors du premier COPIL, à destination des instances de bassin.

L'évaluation environnementale apprécie les effets potentiels des orientations fondamentales/objectifs et dispositions des SDAGE et PGRI sur l'environnement ainsi que la nature et le sens (nul, positif, négatif) des impacts qui peuvent en découler, à la lumière des PDM qui l'accompagne. Elle ne peut en aucun cas préjuger de la force de ces impacts.

Le rapport environnemental vise une amélioration itérative en amont du projet et poursuit quatre finalités :

- réglementaire : le processus d'évaluation environnementale et le contenu du rapport doivent être conformes au cadrage réglementaire ;
- environnementale : les orientations, les objectifs et les dispositions prévus dans les projets de SDAGE et de PGRI, compte tenu de leurs effets probables, doivent être cohérents avec les objectifs de protection de l'environnement et proposer au besoin des mesures correctives ;
- opérationnelle : l'évaluation ne doit pas être réalisée « en chambre », mais au contraire interagir « chemin faisant » avec l'élaboration du SDAGE et du PGRI, afin de corriger d'éventuelles incidences environnementales négatives identifiées. Afin d'assurer cette interactivité, le titulaire participe aux instances élaborant les projets de SDAGE et de PGRI se réunissant durant la durée du marché et dont le calendrier est fourni lors de la réunion du COPIL de lancement (a minima : 3 commissions « planification »). Le rapport doit aussi identifier les indicateurs de suivi des éventuelles incidences négatives du SDAGE et du PGRI lors de leur mise en œuvre ;

- pédagogique : l'évaluation vise à rendre les projets de SDAGE et de PGRI et leur stratégie d'intégration de l'environnement transparents et accessibles aux élus et au « grand public », en vue de la consultation du public. Elle illustre comment les documents de planification ont suivi un processus d'amélioration au cours des versions successives (sélection des dispositions retenues in fine, hiérarchisation des dispositions pour chaque objectif, etc.).

A noter que les orientations/objectifs et dispositions des SDAGE et PGRI 2028-2033 devraient être, *a priori*, assez proches de celles des SDAGE et PGRI 2022-2027 qui avaient fait l'objet d'une évaluation environnementale en 2021.

L'ensemble de la mission se déroule dans un calendrier contraint par l'avancement de l'élaboration des SDAGE, PDM et PGRI et par les étapes de validation par les instances, de consultation de l'autorité environnementales, des assemblées et du public puis d'adoption et d'approbation. Ces calendriers sont fournis en [annexe 1](#).

## 4 ARTICLE 4 - CONTENU DE L'ETUDE

Le contenu des rapports environnementaux est encadré par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes. Les références réglementaires liées à ces rapports peuvent être trouvées dans les articles L.122-4 à L.122-11 et R.122-17 à R.122-23 du code de l'environnement.

Pour chacun des schémas ou plans (SDAGE et PGRI des districts du Rhin et de la Meuse), et dans des documents séparés, l'étude doit être conforme au décret précité et doit suivre le plan suivant qui découle de ces textes.

La prestation consiste en l'analyse des différents volets de l'évaluation environnementale pour les SDAGE et les PGRI des districts Rhin et Meuse. Le titulaire élabore les rapports d'évaluation environnementale. Ces rapports sont soumis à l'avis de l'autorité environnementale de juillet à septembre 2026 puis à la consultation des assemblées et du public de novembre 2026 à mai 2027 comme indiqué dans le calendrier de phase non contractuelle joint en [annexe 1](#).

Une attention particulière est à porter sur la prise en compte des différentes recommandations formulées par l'Autorité environnementale (Ae) dans son avis relatif aux projets de SDAGE et de PGRI 2022-2027. Certaines de ces recommandations sont présentées dans les différents chapitres de la partie 4.1.

Le marché débute à la date du COPIL 1, réunion de lancement de la prestation et sa durée est fixée à 8 mois Elle concerne tous les travaux à réaliser avant l'avis de l'autorité environnementale, de la consultation des assemblées et du public.

### 4.1 PLAN DE L'ETUDE

Une vigilance particulière est apportée à la mise en forme des documents. Pour chaque partie, et dans la mesure du possible, une présentation des analyses doit comporter plusieurs niveaux : une partie « à retenir » dans laquelle figure le ou les messages importants, une partie synthétique présentant les résultats des analyses réalisées.

Conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement, chaque rapport environnemental comprend obligatoirement les chapitres décrits ci-après.

Le titulaire prend en compte les rapports environnementaux, avis de l'autorité environnementale et déclarations environnementales établis aux cycles précédents, ainsi que les recommandations relatives aux plans et programmes émanant des publications nationales ou régionales<sup>1</sup> (rapports, synthèses, notes délibérées, points de vue, etc.).

Le niveau de détail de l'analyse des incidences sur l'environnement est proportionné aux enjeux et à la sensibilité des compartiments environnementaux à la mise en œuvre des SDAGE et du PGRI. Le titulaire s'appuie principalement sur les diagnostics initiaux réalisés pour les SDAGE (les états des lieux), le PGRI (EPRI) et la liste des TRI. Il complète ces éléments pour les compartiments touchés dans une moindre mesure (ex : bruit, air, etc.) par les données disponibles à l'échelle bassin, régionale, notamment dans les profils environnementaux régionaux, voire à l'échelle nationale.

#### 4.1.1 Chapitre 1 - Présentation générale

*« ...une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale » (article R122-20 du code de l'environnement).*

Ce chapitre doit contenir :

- une **présentation résumée des orientations et objectifs** des projets de SDAGE et PGRI basée sur l'état des lieux et de la définition des enjeux pesant sur la ressource, à résumer les orientations proposées et les objectifs et dispositions associés, et à juger de la pertinence de la réponse apportée par ces orientations/objectifs aux enjeux ;
- une **présentation résumée de son contenu** ;
- une **présentation résumée de son articulation avec d'autres plans et programmes interagissant avec les SDAGE et le PGRI** portant sur l'examen de la cohérence de ces documents de planification avec les plans et programmes pris en compte, avec notamment :
  - directive cadre marine (DCSMM), d'autres plans et documents faisant l'objet d'une évaluation environnementale (SAGE, schéma départemental des carrières, plan régional de prévention et de gestion des déchets) ;
  - les documents d'urbanisme devant être compatibles avec les SDAGE et/ou PGRI, à savoir les PLU, PLU(i), SCoT et cartes communales ;
  - le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'équité des territoires (SRADDET) ;
  - les directives territoriales d'aménagement ;
  - les autres directives (telles la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique, la directive 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration, la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, la directive « Inondations » 2007/60/CE) ;
  - les plans et programmes des autres états frontaliers (compte tenu du caractère international du bassin Rhin-Meuse) ;
  - les programmes de développement durable ;

---

<sup>1</sup> Disponibles à l'adresse <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

- d'autres plans comme le plan régional de santé (PRS), plans Ecophyto I, II et III ;
- le programme d'action régional « Nitrates » et le programme de développement rural régional (PDRR)...

Les évaluations environnementales des SDAGE et du PGRI nécessitent d'une part l'élaboration d'un référentiel d'enjeux environnementaux établi à l'échelle du district (Rhin ou Meuse), et d'autre part une analyse fine des orientations fondamentales au regard des enjeux qui ont été formulés dans l'état des lieux décrit au chapitre suivant, au chapitre 2.

L'analyse des différentes articulations peut être détaillée en :

- sélectionnant des plans et programmes susceptibles d'interagir avec les SDAGE et/ou PGRI en argumentant les choix effectués ;
- analysant de leur articulation avec les SDAGE et/ou PGRI (compatibilité juridique, logique et cohérence entre les projets et les programmes pris en compte) ;
- présentant les conclusions explicites pour les cohérences et /ou compatibilités analysées.

Certains plans auront déjà été soumis à une évaluation environnementale. Celle-ci peut constituer un élément utile pour l'élaboration des rapports environnementaux demandés dans le cadre du présent marché.

Remarque de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

Le périmètre d'étude est limité au bassin lui-même, alors que certains impacts des SDAGE, positifs ou négatifs, pourraient s'étendre à l'aval des frontières (chlorures de la Moselle, substances dangereuses, ...) ou que certaines pressions peuvent provenir de l'extérieur du bassin.

Recommandation de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

L'Ae recommande de rappeler les obligations de la convention internationale OSPAR et les objectifs du plan d'action de la directive cadre stratégie pour les milieux marins (DCSMM) pour la sous-région marine Mer du Nord au sens large, pertinents au regard de la gestion des eaux dans le bassin Rhin-Meuse, et de vérifier le cas échéant que les objectifs des SDAGE sont bien cohérents avec eux.

#### 4.1.2 Chapitre 2 - État initial de l'environnement

*« ...une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés » (article R122-20 du code de l'environnement).*

Ce chapitre comporte :

- une **description de l'état initial de l'environnement** sur le territoire concerné (district Rhin ou Meuse selon le cas) par thème, thématique environnementale, thématique transversale et thématique liée aux acteurs, tels que décrits ci-dessous ;



- les **perspectives d'évolution probable** du territoire si les SDAGE et PGRI ne sont pas mis en œuvre ;
- les **principaux enjeux environnementaux** de la zone sur laquelle s'appliqueront les SDAGE et PGRI ;
- les **caractéristiques environnementales** des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre des SDAGE et PGRI ;
- les **zonages environnementaux existants** sur le territoire concerné.

Lors de la rédaction de l'état initial, une analyse territoriale globale met en évidence les atouts, les faiblesses, les pressions et les menaces retrouvées sur le territoire.

Une analyse sommaire de l'évolution de l'état initial par rapport à celui du cycle précédent permet de mettre en avant les effets de la mise en œuvre des SDAGE/PGRi. Il est important de justifier la délimitation des aires d'études pouvant varier en fonction de la thématique abordée.

L'ensemble de ces thématiques doit être étudié de façon pertinente en insistant sur celles présentant un enjeu fort sur le district en fonction des programmes. Le niveau de précision des analyses dépend de la priorité des thèmes abordés.

Il est important d'intégrer à l'état initial la prise en compte des tendances d'évolution afin de définir un scénario « au fil de l'eau » en se basant sur la comparaison multicritère des actions (art. R122.20-11, 1°, 2° et 3°). Le choix des scénarios doit être justifié et doit se baser sur une vision territoriale et être cohérente à court, moyen et long terme. L'évaluation environnementale doit être fondée sur la comparaison multicritère des différentes actions envisagées par les collectivités, constituant des solutions de substitution raisonnables au sens de la réglementation.

L'état initial doit traiter l'ensemble des problématiques évoquées dans les SDAGE et PGRI, et mettre en avant les spécificités territoriales (à l'échelle des périmètres de SAGE, de TRI et des défis territoriaux issus des états des lieux 2025 notamment) des thématiques environnementales évoquées ci-dessus lorsqu'elles sont jugées suffisamment significatives pour être traitées dans les SDAGE et PGRI.

Recommandation de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

L'Ae recommande :

- de rendre plus concret l'état initial de l'environnement de l'évaluation environnementale en l'illustrant des principales pressions ponctuelles et des situations posant des difficultés ;
- de les compléter quant aux risques et aux freins à la réalisation des objectifs des SDAGE.

Recommandation de l'Ae sur les projets de PGRI 2022-2027 (avis délibéré n°2020-84 du 27 janvier 2021) :

L'Ae recommande de rendre plus concret l'état initial de l'environnement des évaluations environnementales, en l'illustrant par les principales problématiques territoriales liées aux risques d'inondation, en particulier telles qu'elles ressortent des SLGRI ou des Papi

#### 4.1.3 Chapitre 3 – Solutions de substitution

« ... les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard » des chapitres 1 et 2 précédemment décrits (article R122-20 du code de l'environnement).

Ce chapitre présente les **différentes options envisagées** lors de l'élaboration des SDAGE et PGRI, et donne les raisons pour lesquelles elles ont été écartées, en précisant les effets (positifs ou négatifs) qu'elles auraient eus sur l'environnement. Ce chapitre présente l'évolution du document par rapport à l'évolution de l'environnement, de la réflexion et de la richesse des débats, des avis rendus. Il doit mettre en avant la manière dont l'environnement a été pris en compte (gouvernance, etc.).

Pour cela, le titulaire s'appuie notamment sur les résultats et la méthodologie des analyses coût-efficacité ou coûts-bénéfices qui soutiennent la définition des objectifs environnementaux des SDAGE.

Ces démarches permettent d'assurer une traçabilité, pour le public, des différentes étapes et formes d'associations des acteurs qui ont conduit aux projets retenus.

Cette partie du rapport constitue pour le lecteur, une source d'informations quant à la méthode d'intégration environnementale utilisée pour l'élaboration des plans évalués. Au moins une partie des solutions alternatives évoquées doit traduire l'effort de recherche d'évitement ou de réduction des éventuels effets négatifs identifiés. Les alternatives doivent être pragmatiques et entrer dans le champ de compétence de l'autorité concernée.

##### Recommandation de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

L'Ae recommande de compléter l'évaluation environnementale en rappelant de façon synthétique les solutions alternatives qui ont pu être proposées et les raisons qui ont conduit à les écarter lors de l'élaboration du projet, y compris financières.

##### Recommandation de l'Ae sur les projets de PGRI 2022-2027 (avis délibéré n°2020-84 du 27 janvier 2021) :

L'Ae recommande de compléter l'évaluation environnementale en rappelant de façon synthétique, par exemple dans un tableau, les solutions alternatives examinées, leurs avantages et inconvénients et les raisons qui ont conduit à les écarter lors de l'élaboration du projet

#### 4.1.4 Chapitre 4 – Justification du projet

« ... l'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement » (article R122-20 du code de l'environnement).

Ce chapitre :

- doit contenir l'exposé des motifs pour lesquels les options contenues dans les projets de SDAGE et PGRI sont retenues au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées. Les raisons justifiant ledit choix peuvent être de nature technique, socio-économique ou juridique.



- permet de s'assurer de la cohérence des orientations des plans et programmes avec les engagements pris par l'État au niveau international, et avec les politiques nationales. Les mesures adoptées dans les SDAGE et les PGRI doivent contribuer aux objectifs de ces politiques ou ne pas être en contradiction avec celles-ci.

Sans préjuger des conclusions des deux nouveaux rapports, l'enjeu est avant tout de rendre compte de manière factuelle du dimensionnement de l'ambition environnementale des projets de SDAGE-PDM (% de masses d'eau avec un objectif de bon état/potentiel à 2021 par ex.) et de PGRI (réduction des conséquences négatives de tous les types d'inondation - débordement de cours d'eau, ruissellement et remontée de nappe - pour les enjeux de santé humaine, d'environnement, de patrimoine culturel et d'activité économique) : la recherche d'un équilibre entre ambition maximale et contraintes économiques pourra être restituée via le processus de concertation et de décision, ainsi que via le chiffrage des mesures et de la capacité des acteurs à payer (il s'agit en particulier de reprendre les éléments pertinents de l'analyse économique menée dans le cadre du PDM à l'échelle du bassin).

Recommandation de l'Ae sur les projets de PGRI 2022-2027 (avis délibéré n°2020-84 du 27 janvier 2021) :

L'Ae recommande de produire le retour d'expérience du précédent PGRI, dont son bilan environnemental, et d'expliquer en quoi il a été pris en compte dans le projet actuel

#### 4.1.5 Chapitre 5 - Analyse des effets et évaluation des incidences Natura 2000

« ...l'exposé :

*a) Des incidences notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.*

*Les incidences notables probables sur l'environnement sont regardées en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces incidences. Elles prennent en compte les incidences cumulées du plan ou programme avec d'autres plans ou programmes connus ;*

*b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L414-4 » (article R122-20 du code de l'environnement).*

##### 4.1.5.1 Analyse des effets notables :

Ce chapitre présente les **incidences notables probables** de la mise en œuvre des SDAGE et PGRI sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur les thèmes développés dans l'état initial décrit au 4.1.2. Une analyse par objectif est également attendue.

Il est considéré que l'orientation/objectif a un effet sur les thèmes liés aux acteurs dès lors que les dispositions qui la composent précisent de manière claire les acteurs sollicités, les modes de financement et les modes d'organisation à mettre en place pour leur mise en œuvre, ou les moyens à développer pour des comportements écocitoyens. Par construction, les effets sur les thèmes liés aux acteurs ne peuvent être que des effets indirects sur les milieux, puisqu'ils visent en premier lieu les acteurs via une réglementation, une recommandation, une incitation.

L'analyse détaillée des effets probables des SDAGE/PGRIs sur l'environnement concerne uniquement les thématiques et aspects jugés pertinents parmi ceux cités au 4.1.2.

Pour les thèmes jugés non pertinents (notamment le bruit), il convient d'expliquer brièvement pourquoi ils ne le sont pas (explications résultant des objectifs mentionnés au 4.1.1).

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés des SDAGE/PGRI avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification, en projet ou connus.

L'analyse évaluative consiste donc à analyser les effets attendus de chaque orientation/objectif des SDAGE/PGRI dans le domaine de la santé et de l'environnement, des enjeux transversaux et des enjeux liés aux acteurs.

Il convient, pour chaque thème jugé pertinent d'analyser l'effet de l'orientation/objectif sur l'enjeu, en déterminant le secteur géographique concerné, la thématique sur laquelle l'effet est attendu, la temporalité et durabilité de cet effet, l'impact attendu et les modalités de gestion à mettre en place pour répondre à cet effet.

La restitution fait objet d'un tableau synthétique récapitulant les effets attendus de la mise en œuvre des SDAGE/PGRI à leur horizon de mise en œuvre.

Recommandation de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

L'Ae recommande :

- d'apporter une analyse critique quant au niveau de progrès apporté par les SDAGE quant à l'atteinte du bon état des masses d'eau ;
- de reprendre l'évaluation des SDAGE en analysant plus finement les impacts potentiellement négatifs des mesures et dispositions et d'engager sur cette base une démarche ERC ;
- d'utiliser les conclusions de la démarche ERC pour préciser les points de vigilance à prendre en compte dans la mise en œuvre des SDAGE ou des PDM, éventuellement en les synthétisant dans le guide de bonnes pratiques

#### 4.1.5.2 Évaluation des incidences Natura 2000 :

Ce chapitre présente également l'**évaluation des incidences Natura 2000** mentionnées à l'article L.414-4 et R.414-19 du code de l'environnement.

En référence à l'article R414-23 du code de l'environnement, l'évaluation vise à s'assurer que les effets des SDAGE et des PGRI ne portent pas globalement atteinte à l'intégrité des sites Natura 2000 du bassin Rhin-Meuse, des habitats et des espèces liés à des enjeux spécifiques « eau ».

L'évaluation est proportionnée à l'importance du schéma et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaires présents ; elle prend en compte les sites Natura 2000 interbassin. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés (paragraphe II du R414-23), une analyse par type d'habitats et d'espèces humides et aquatiques d'intérêt communautaires doit être utilisée.

La restitution fait objet d'un tableau synthétique récapitulant les effets attendus de la mise en œuvre des SDAGE/PGRI à leur horizon de mise en œuvre.

Recommandation de l'Ae sur les projets de SDAGE 2022-2027 (avis délibéré n°2020-76 du 20 janvier 2021) :

L'Ae recommande :

- d'analyser plus finement les incidences potentiellement négatives pour les sites Natura 2000 des mesures et des dispositions des SDAGE ;
- dans l'éventualité où le projet présenterait des incidences significatives sur un ou plusieurs sites, d'engager les mesures prévues par la Directive Habitats et d'en utiliser les conclusions pour préciser les points de vigilance, éventuellement en les synthétisant dans le guide de bonnes pratiques

Recommandation de l'Ae sur les projets de PGRI 2022-2027 (avis délibéré n°2020-84 du 27 janvier 2021) :

L'Ae recommande d'analyser plus finement les incidences potentiellement négatives pour les sites Natura 2000 des dispositions du PGRI et de ses outils (SLGRI, Papi) afin de démontrer l'absence d'atteinte à l'intégrité de chacun d'entre eux.

#### 4.1.6 Chapitre 6 - Mesures correctrices

*« ... la présentation successive des mesures prises pour :*

*a) Eviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;*

*b) Réduire l'impact des incidences mentionnées notables probables n'ayant pu être évitées ;*

*c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évitées ni suffisamment réduites. S'il n'est pas possible de compenser ces incidences, la personne publique responsable justifie cette impossibilité » (article R122-20 du code de l'environnement).*

#### **Les mesures de réduction sont identifiées de manière particulière.**

Ce chapitre présente successivement les **mesures prises selon la doctrine « éviter, réduire, compenser » (ERC) et les impacts sur l'environnement**. Cette thématique concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement ; et notamment les milieux naturels. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets dans le cadre des procédures administratives de leur autorisation (étude d'impacts ou étude d'incidences thématiques, Natura 2000, espèces protégées, etc.) :

- **éviter** les incidences négatives sur l'environnement des SDAGE et PGRI sur l'environnement et la santé humaine ;
- **réduire** l'impact des incidences mentionnées au Chapitre 5 n'ayant pu être évitées ;
- **compenser**, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables des SDAGE et PGRI sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la justification de cette impossibilité est donnée par la personne publique responsable.

A partir des incidences négatives identifiées et des contraintes, une analyse répondant à la séquence ERC est à élaborer.

Lorsque l'objet des mesures ne relève pas directement du domaine de compétence du porteur du plan/programme, un gestionnaire durable et compétent doit être proposé.

Ce chapitre doit identifier particulièrement les mesures prises au titre des incidences Natura 2000. Si des impacts négatifs portent atteinte aux objectifs de préservation d'un site du réseau Natura 2000 ou à une espèce protégée, l'étape relative à la compensation ne peut être engagée que s'il est démontré que le projet justifie d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur, de l'absence de solution alternative et, s'agissant de Natura 2000, de l'information ou de l'avis de la Commission européenne une fois les mesures compensatoires définies. Lorsque ces critères ne sont pas remplis, le projet ne peut être autorisé.

Les SDAGE et PGRI ont pour vocation la préservation environnementale au niveau des districts Rhin et Meuse. Aussi, les incidences négatives de ces plans sur l'environnement doivent être évoquées et justifiées en tenant compte de la portée des enjeux évoqués.

#### 4.1.7 Chapitre 7 – Critères, indicateurs, suivi et modalités retenus

*« ... la présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :*

*a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des incidences défavorables identifiées au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du chapitre 6 ;*

*b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées » (article R122-20 du code de l'environnement).*

Ce chapitre présente les **critères, indicateurs, suivi et modalités** – y compris les échéances – retenus :

- **pour vérifier**, après l'adoption des SDAGE et PGRI, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au Chapitre 5 et le caractère adéquat des mesures prises au Chapitre 6 ;
- **pour identifier**, après l'adoption des SDAGE et PGRI, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.

En ce qui concerne les SDAGE, le dispositif de suivi comporte un tableau de bord destiné à rendre compte de l'atteinte des objectifs environnementaux et de la mise en œuvre des orientations fondamentales et dispositions.

Les tableaux de bord des SDAGE du district du Rhin et de la Meuse sont composés de familles d'indicateurs, nationales et spécifiques aux districts du Rhin et/ou de la Meuse. Pour les indicateurs locaux, le choix s'est porté sur des points nécessitant plus de vigilance, soit :

- des problématiques générales requérant des évolutions importantes de la société, telles que la réduction des pollutions diffuses agricoles ou la gestion des inondations et de l'urbanisme, etc. ;
- des problématiques constituant un enjeu local fort, tels que le niveau de la nappe des grès du Trias inférieur ou le taux de chlorures dans la Moselle, etc. ;
- les points nécessitant une coordination internationale, tels que la continuité écologique ou le niveau de pollution aux points frontières ;
- les questions de gouvernance, telles que l'évolution du prix de l'eau ou de la structure des financements des actions découlant des SDAGE.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés (paragraphe II du R414-23), une analyse par type d'habitats et d'espèces humides et aquatiques d'intérêt communautaires doit être utilisée.

Le PGRI 2022-2027, intègre un dispositif de suivi des progrès réalisés dans la gestion du risque d'inondation sur le bassin Rhin-Meuse basé sur des indicateurs d'évaluation et de suivi. Le *Bilan de la mise en œuvre du PGRI 2016-2021 - Districts Rhin et Meuse* est disponible à l'adresse [https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/bilan\\_de\\_la\\_mise\\_en\\_oeuvre\\_du\\_pgri\\_2016-2021\\_districts\\_rhin\\_meuse .pdf](https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_de_la_mise_en_oeuvre_du_pgri_2016-2021_districts_rhin_meuse.pdf)

#### 4.1.8 Chapitre 8 - Méthodologie

*« ...une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré » (article R122-20 du code de l'environnement).*

Le titulaire fournit une note méthodologique décrivant la manière dont les rapports environnementaux sont élaborés. Cette note est conçue afin que l'acheteur de l'étude soit en mesure de refaire l'étude à l'identique ou de la réviser le cas échéant. Cette note permet d'apprécier la qualité des informations contenues dans les rapports environnementaux. Elle inclut les difficultés rencontrées lors de l'étude (par exemple, des déficiences techniques ou le manque de savoir-faire) et la manière dont elles ont été surmontées, les limites d'exercice et les incertitudes restantes. Elle comporte si nécessaire des propositions d'amélioration à apporter si l'étude devait à nouveau être conduite.

#### 4.1.9 Chapitre 9 - Résumé non technique

Le titulaire fournit par ailleurs un résumé non technique des informations contenues dans les chapitres précédents.

Cette partie du document doit être facilement identifiable et doit être mis en valeur, en s'appuyant sur des cartes et des illustrations, pour faire comprendre, de manière efficace, les enjeux du territoire.

L'objectif du résumé non technique est de rendre les éléments et les résultats essentiels des rapports environnementaux facilement compréhensibles pour le public et les organismes qui seront consultés. Il doit être utilisable lorsqu'il est extrait des rapports, ce qui suppose qu'il soit correctement illustré et ne renvoie pas à d'autres parties des rapports environnementaux.

### 4.2 REFERENCES, ETUDES ET DONNEES DISPONIBLES DANS LE BASSIN RHIN-MEUSE

Les références, études et données disponibles dans le bassin Rhin-Meuse sont notamment celle décrites ci-dessous.

#### 4.2.1 Données concernant les SDAGE des districts Rhin et Meuse

Les SDAGE étant par définition des documents à caractère environnemental, une grande partie des développements des rapports environnementaux est reprise du SDAGE lui-même et de ses documents d'accompagnement. Sur les différents tomes des SDAGE, le travail se concentrera essentiellement sur les tomes 2 (objectifs) et 3 (orientations fondamentales et dispositions). Le volume des données peut être estimé à partir de la version adoptée en 2022, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau Rhin-Meuse (<https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>).

Au démarrage de l'étude, certaines données seront encore incomplètes.

Les documents relatifs à la mise à jour des SDAGE sont fournis au titulaire au fur et à mesure de leur production.



Le titulaire peut également prendre en compte l'état des lieux réalisé en 2025, les bilans de mi-parcours des PDM de 2024, les tableaux de bords du SDAGE publiés en 2022 et 2024. Le titulaire peut également s'appuyer sur les défis territoriaux décrits dans les 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> programmes d'intervention de l'agence de l'eau et se baser sur les évaluations environnementales effectuées dans le cadre des 10 SAGE du bassin Rhin-Meuse.

#### 4.2.2 Données concernant le PGRI des districts Rhin et Meuse :

L'agence de l'eau met à la disposition du titulaire, sur un support informatique, l'ensemble des éléments des PGRI. La DREAL Grand-Est s'engage à fournir les documents nécessaires à l'agence de l'eau qui les remet au titulaire pour la mise à jour des rapports environnementaux du PGRI des districts Rhin et Meuse. Le titulaire s'appuie sur la version publiée du PGRI.

Les documents relatifs à la mise à jour des PGRI seront fournis au titulaire au fur et à mesure de leur production.

Le titulaire a également accès aux documents issus des étapes précédentes de mise en œuvre de la DI :

- les EPRI de la partie française des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;
- l'arrêté n°2024-657 du 22 novembre 2024 arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Rhin-Meuse, et son rapport d'accompagnement ;
- l'arrêté n°2024-656 du 22 novembre 2024 concernant l'EPRI 2024 Rhin Meuse ;
- PGRI 2022-2027 et ses documents d'accompagnement ;
- la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau.

Le titulaire du marché a recours aux références mentionnées ci-dessous.

#### 4.2.3 Références juridiques

Les références juridiques sont notamment (le titulaire du marché s'assure de leur complétude) :

##### 4.2.3.1 SDAGE

- directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ; ;
- articles L.212-1 et L.212-2 du code de l'environnement ;
- arrêté du 17 mars 2006 modifié relatif au contenu des SDAGE ;

##### 4.2.3.2 PGR

- directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007, relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive « inondation », transposée en droit français par la Loi Grenelle II ;
- articles L566-1 et s. (en particulier 566-7) et R566-10 et s. du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral n°2018-586 en date du 26 octobre 2018 portant modification de l'arrêté n°2011-504 arrêtant l'évaluation préliminaire des risques d'inondation des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant l'addendum des évaluations préliminaires des risques d'inondation des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse 2018.

##### 4.2.3.3 Évaluation environnementale

- directive 2001/42/CE du parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

- décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;
- décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ;
- directive du 16 Avril 2014 modifiant la directive concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- ordonnance du 3 Août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite ELAN) ;
- décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 modifiant des catégories de projets, plans et programmes relevant de l'évaluation environnementale ;
- loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
- décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;
- ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

#### 4.2.3.4 Changement climatique

- plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC 3) présenté officiellement le 10 mars 2025 ;
- plan d'adaptation et d'atténuation au changement climatique pour les ressources en eau du bassin Rhin-Meuse adopté en novembre 2023.

## 5 ARTICLE 5 – GOUVERNANCE

Un comité de pilotage (COPIL) assure le suivi de l'étude. Il apprécie la qualité des rapports environnementaux en cours d'élaboration et à l'issue de l'étude. Il est composé de représentants de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et de la DREAL Grand-Est.

Les réunions du 1<sup>er</sup> (réunion de lancement) et du dernier COPIL (réunion de clôture du marché) se tiennent au siège de l'agence de l'eau (Rozérieulles). Les réunions de travail se font en distanciel.

La composition du COPIL est fixée au démarrage du marché. Toute modification est notifiée au titulaire.



Le titulaire doit assister aux réunions du COPIL, dont les dates sont fixées au 6 du présent CCTP. La première réunion permet la transmission des documents nécessaires au travail du titulaire et la définition du calendrier daté du marché. La deuxième réunion du COPIL a lieu après la remise des rapports intermédiaires par le titulaire et permet à l'agence de l'eau et à la DREAL de formuler son avis sur les 2 rapports.

Le titulaire est chargé de la rédaction d'un compte rendu de chaque réunion, à transmettre deux semaines après leur tenue.

Lors du lancement du marché :

- le titulaire fournit la composition des équipes chargées du marché. Toute modification de l'équipe devra être soumise à l'acceptation préalable de l'agence de l'eau Rhin-Meuse sous peine de résiliation du marché ;
- l'agence de l'eau et la DREAL désignent chacune une personne référente au marché, respectivement pour le SDAGE et pour le PGRI, pour simplifier la communication avec le titulaire. Il s'agit de référents techniques dont la désignation vise à simplifier la communication avec le titulaire. L'agence de l'eau demeure le seul donneur d'ordre du prestataire.

## 6 ARTICLE 6 – LIVRABLES

Le calendrier décrit au 7 du présent CCTP exprime les délais de fourniture des livrables attendus.

Après chaque réunion du COPIL, un compte rendu rédigé par le titulaire, est attendu.

A mi-parcours de l'étude, le titulaire fournit les deux rapports environnementaux intermédiaires à l'agence de l'eau, en version numérique (sous les formats .pdf intelligent et .docx). Ces rapports comportent les chapitres 1, 2 et 8 décrits au 4.1 du présent CCTP, et des ébauches des autres chapitres au regard des éléments détenus par le titulaire.

Le titulaire rédige une note de synthèse des deux rapports environnementaux, à destination des instances de bassin, en se basant sur un modèle transmis par l'agence de l'eau lors de la première réunion du COPIL.

Le titulaire est chargé de l'élaboration d'une présentation des deux rapports environnementaux sous la forme d'un diaporama, à destination des instances de bassin.

Au plus tard 15 jours avant le deuxième COPIL, le titulaire fournit les 2 projets de rapport environnemental en deux exemplaires en version papier et en version numérique (sous les formats PDF intelligent et docx), une première version des notes de présentation à destination des instances de bassin accompagnée des diaporamas appropriés. Lors du dernier COPIL, l'agence de l'eau et la DREAL font part de leur avis sur les documents et sur les modifications attendues avant la remise des documents finaux.

A la date indiquée dans le calendrier fourni dans l'article 6, le titulaire fournit les documents suivants :

- la version finale des rapports d'évaluation environnementale des SDAGE 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse regroupés au sein d'un même document ;
- la version finale du rapport d'évaluation environnementale du PGRI 2028-2033 des districts du Rhin et de la Meuse regroupés au sein d'un même document
- la version mise à jour du diaporama cité ci-dessus.

Ces documents sont fournis en version numérique sous les formats .docx et .PDF intelligent. Les données cartographiques sont fournies dans un format compatible à QGIS.

## 7 ARTICLE 7 – CALENDRIER DE TRAVAIL

La durée du marché est fixée à **8 mois**.

Le tableau ci-après détaille les délais, exprimés en jours et mois calendaires, applicables aux différentes séquences du présent marché.

Délais	Article de référence du CCTP	Tâches	Livrables contractuels
-	6	Notification du marché	-
D0	5	COFIL de démarrage	-
D0+7j	5	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau du compte-rendu du COFIL1	Compte rendu COFIL 1
D0 + 2 mois	4/6	Remise par le titulaire à l'Agence de l'eau des 2 rapports intermédiaires	Rapports intermédiaires d'évaluation environnementale
D0 + 2.5 mois	6	Transmission au titulaire de l'avis de l'agence de l'eau et de la DREAL sur les rapports intermédiaires	-
D0 + 3mois +5 jours	4/6	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau des 2 projets de rapports environnementaux et des notes de synthèse accompagnées de diaporamas présentant les rapports environnementaux à destination des instances de bassin	Projets de rapports environnementaux
D0 + 3.5 mois	5	COFIL2 : présentation des livrables fournis depuis le COFIL1, présentation au titulaire de l'avis de l'AERM et de la DREAL et discussion	
D0+ 3.5 mois + 7j	5	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau du compte-rendu du COFIL2	Compte rendu COFIL 2
D0 + 4.5 mois	4/6	Remise par le titulaire à l'agence de l'eau de la version finale des rapports environnementaux + les notes de présentation et les diaporamas à destination des instances mis à jour avant l'avis de l'autorité environnementale et des consultations des instances et du public	Version finale des rapports environnementaux et du diaporama mis à jour
D1	6	Comité de bassin	
D0+8 mois		Termes du marché	

Les dates de références, à savoir D0 et D1 sont fixées lors de la réunion du COFIL 1 de lancement du marché. Le calendrier daté des instances de bassin sera également fourni au titulaire dès qu'il sera fixé.

## **8 ARTICLE 8 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

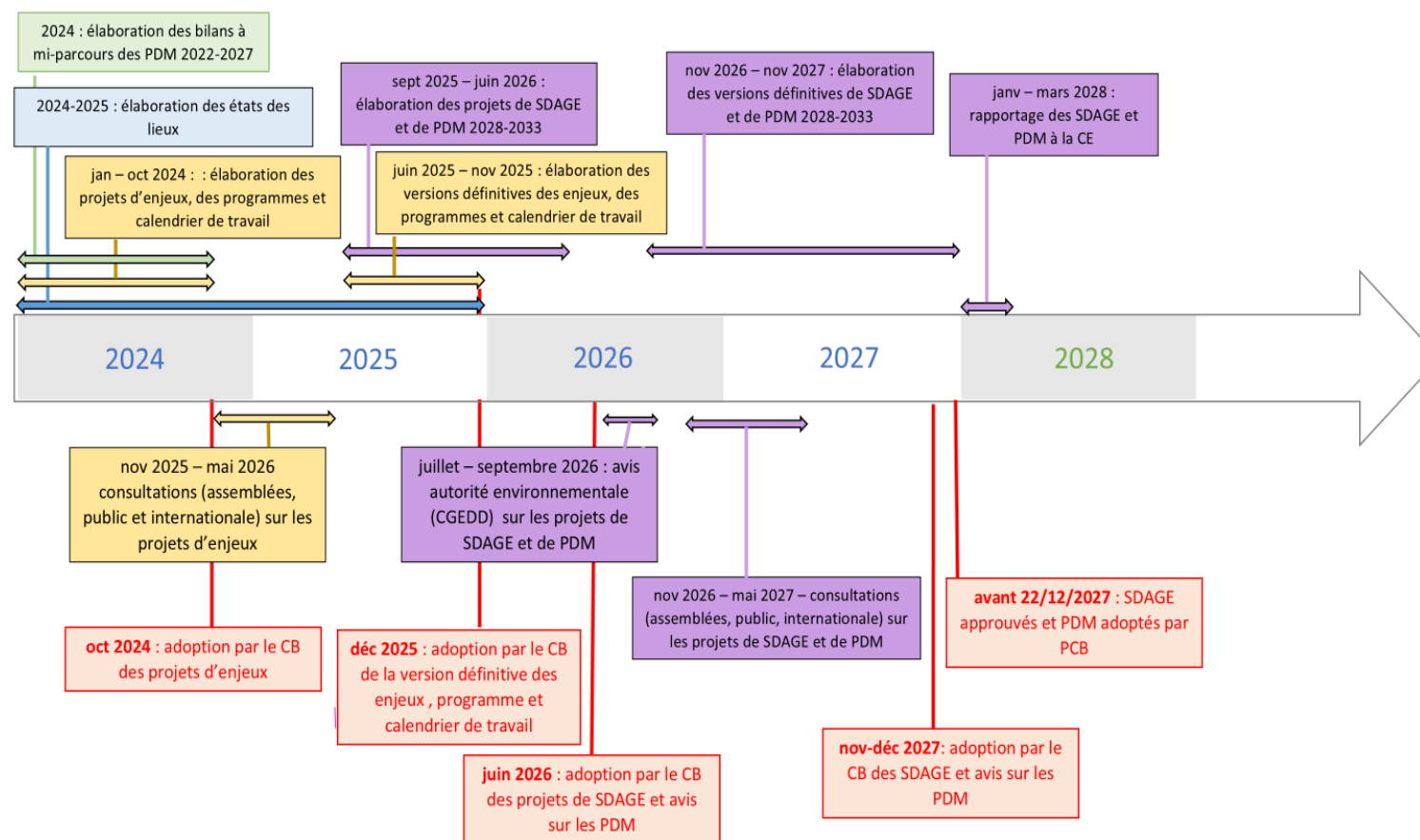
Ils s'interdisent toute communication écrite ou verbale relative à ces sujets ainsi que toute remise de documents à des tiers, personnes morales ou physiques, sans l'accord de l'agence de l'eau. Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour la sauvegarde du caractère confidentiel de ces informations portées à sa connaissance. L'agence de l'eau peut prononcer la résiliation immédiate du marché sans indemnité au bénéfice du titulaire, en cas de violation des prescriptions du présent article.

Le titulaire s'engage notamment à ne pas utiliser les informations, documents et/ou fichiers informatiques communiqués par l'agence de l'eau à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.

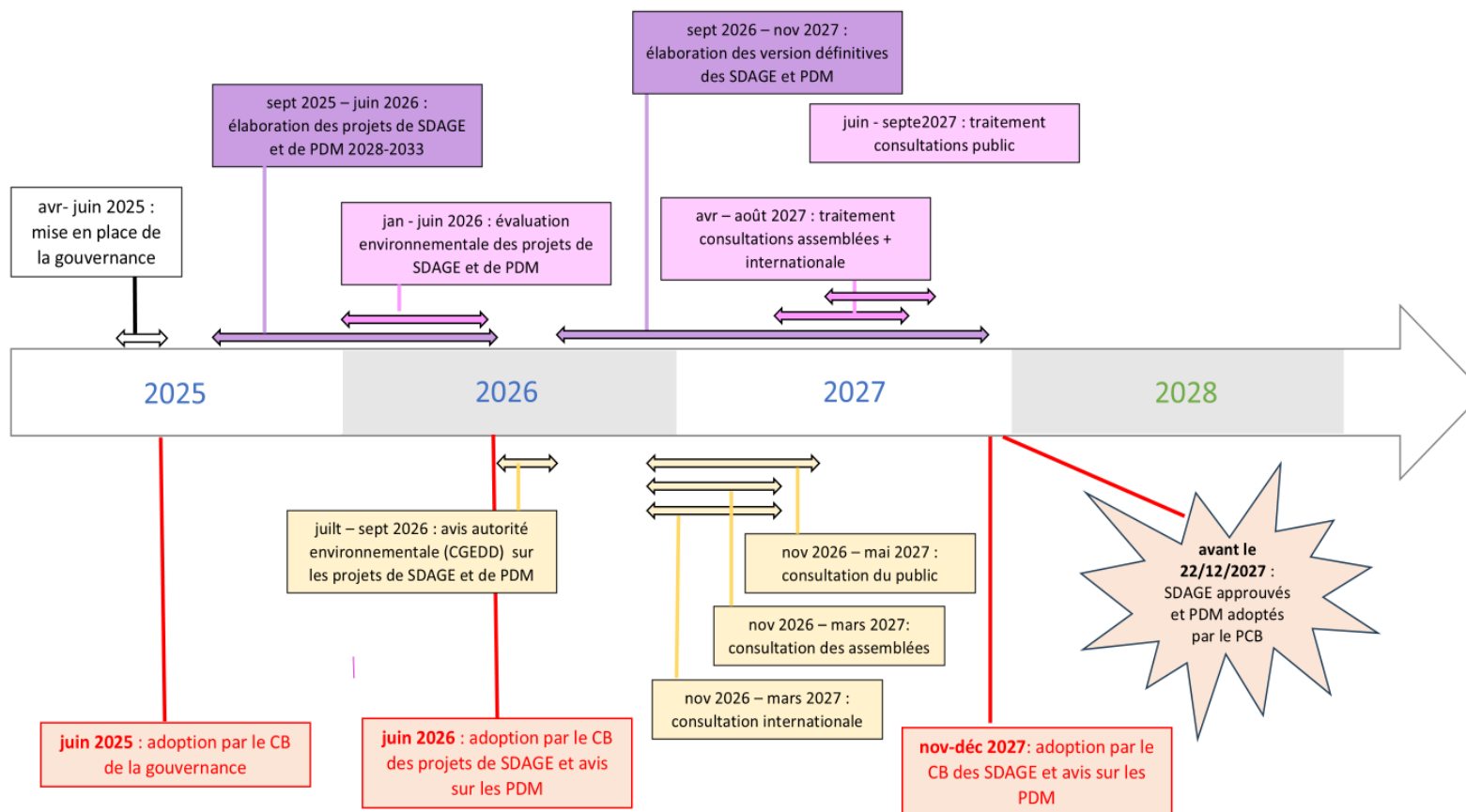
L'ensemble de ces obligations de confidentialité doivent être respectées en considération de la protection et les droits conférés au titre du droit d'auteur du présent marché ainsi que de l'utilisation souhaitée des données et de la note synthétique de l'étude.

## Annexe 1 : calendrier

### Calendrier du processus d'élaboration des SDAGE et PDM 2028-2033 / Etapes clés



**Calendrier du processus d'élaboration des SDAGE et PDM 2028-2033 / Mise à jour des SDAGE et PDM**



Calendrier du processus d'élaboration du PGRI Rhin-Meuse 2028-2033 - Mise à jour du PGRI

